

Pétitions

M. Rossi: Alors, je veux présenter les pétitions suivantes, monsieur le Président. De la circonscription fédérale de Richelieu, de la circonscription fédérale de Saint-Hyacinthe-Bagot, du Québec, de la circonscription fédérale de Québec-Est, de la circonscription fédérale de Portneuf, de la circonscription fédérale de Skeena, de la circonscription fédérale de Victoria, Colombie-Britannique, de la circonscription fédérale de Comox-Powell River, de la circonscription fédérale de Prince George-Peace River, la circonscription fédérale de Champlain, nos bons Québécois.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Puis-je demander à l'honorable député de conclure aussi brièvement que possible?

M. Rossi: Il m'en reste deux, monsieur le Président.

De la circonscription fédérale de Berthier-Maskinongé-Lanaudière, d'une circonscription fédérale de la ville de Toronto et de mon collège d'Ottawa-Vanier.

Ces soussignés demandent que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter plusieurs pétitions signées par des citoyennes qui demandent que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

Ces citoyennes demeurent dans les circonscriptions suivantes: Berthier-Maskinongé-Lanaudière, Brome-Missisquoi, Abitibi, Charlesbourg, Richelieu, Shefford, Saint-Hyacinthe-Bagot, Champlain, Mégantic-Compton-Stanstead, Saint-Boniface au Manitoba, Trois-Rivières au Québec, Vancouver Quadra, Saint-Maurice au Québec, Restigouche au Nouveau-Brunswick, Mississauga-Sud en Ontario.

● (1640)

[Traduction]

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition signée par des citoyens de Dauphin, au Manitoba, et des électeurs de la circonscription de Provencher, celle du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp). Les pétitionnaires invitent le gouvernement à retirer son projet de désindexation des allocations familiales et demandent humblement au Parlement d'intervenir.

En outre, je présente une pétition au nom des électeurs de la circonscription de Restigouche, et de la ville de Campbellton, dans la belle province du Nouveau-Brunswick, lesquels s'inquiètent que le gouvernement songe à désindexer les allocations familiales. Aussi, les électeurs de ma circonscription, Sudbury, signalent au gouvernement combien son projet de désindexer les allocations familiales leur déplaît.

M. Turner (Vancouver Quadra): Circonscription fort bien représentée.

M. Frith: J'abonde dans votre sens.

M. le Président: Le député est sûrement capable d'être plus bref.

M. Frith: J'ai aussi des pétitions signées par les résidents du comté de Simcoe et du comté de Renfrew. Je souhaiterais en outre préciser que j'ai une autre pétition des résidents de la grande circonscription de London North qui expriment leur mécontentement sur les mêmes sujets. J'ai enfin une dernière pétition provenant de la grande province de la Colombie-Britannique que mon leader a le privilège de représenter, notamment de Surrey en Colombie-Britannique et de Delta en Colombie-Britannique, et dont les signataires expriment leur mécontentement face à l'intention du gouvernement.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, j'ai deux séries de pétitions. La première vient d'électeurs de ma circonscription vivant à Foam Lake, Kelvington, Elfros, Bankend, Hendon et Humboldt, qui constatent que les réductions des prestations pour enfants qui s'accroissent pour atteindre 600 millions de dollars par an en 1990, ajoutées aux augmentations de taxe de vente et de taxe d'accise et aux augmentations brutales d'impôt sur le revenu sont injustes et imposent un fardeau extraordinaire aux familles à moyen et à faible revenu et demandent donc à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les hausses injustes d'impôt.

L'UTILISATION DU POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE BAY

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, j'ai une deuxième série de pétitions de la région de Hamilton signées par les habitants de Cambridge, Waterdown, Dundas et Ancaster en Ontario, qui constatent que le centre d'expérimentation des forces maritimes canadiennes à Nanoose Bay contribue à la course aux armements nucléaires et que ce centre risque d'entraîner des dégâts écologiques, et demandent donc au Canada de ne pas renouveler son accord avec les États-Unis, de mettre fin à toutes les expérimentations d'armements à ce centre et de s'engager à le convertir à des utilisations pacifiques.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions des électeurs de ma circonscription de Vancouver-Est et du sud de la province dans la région de Vancouver qui demandent au gouvernement d'annuler le projet de loi C-70 et de réindexer intégralement les allocations familiales universelles, ainsi que d'annuler les majorations injustes d'impôt.

J'ai une autre pétition très intéressante parmi de nombreuses autres pétitions provenant de la circonscription de Surrey-White Rock-Delta-Nord. J'ai constaté avec beaucoup d'intérêt qu'alors que le député n'avait que deux signatures, nous en avons obtenu des centaines dans sa circonscription pour protester contre la désindexation des allocations familiales.